Questions orales

Quant à la situation à Winnipeg dont les députés d'en face, et non pas nous, ont parlé, il faut la clarifier. La déclaration dit: «Quel que soit le type d'avion choisi pour remplacer la flotte de B-727 d'Air Canada, l'avenir de la base d'entretien de Winnipeg n'est pas menacé», a déclaré le vice-président à l'entretien et au génie de la société.

M. Tobin: Ce n'est pas le gouvernement qui l'a dit.

M. Mazankowski: «Air Canada est très satisfaite du travail effectué ici. Nous entendons continuer d'utiliser ces installations pour entretenir la flotte qui remplacera les 727 ou l'un des autres types d'avion que nous possédons déjà.» Peut-on être plus clair, monsieur le Président?

Des voix: Bravo!

LA POSITION DU PREMIER MINISTRE

L'hon. Edward Broadbent (Oshawa): Monsieur le Président, j'ai une question à poser au premier ministre. Celui-ci n'a pas tenu les promesses qu'il a faites aux retraités, aux contribuables, aux personnes qui voulaient des programmes de développement régional . . .

Des voix: La question.

M. Broadbent: . . . et maintenant il a fait la même chose à propos d'Air Canada.

Des voix: Oh, oh!

M. Broadbent: Étant donné que la majorité des Canadiens ont dit récemment qu'ils étaient satisfaits du rendement d'Air Canada et voulaient conserver la structure actuelle de la société, comment le premier ministre peut-il expliquer cette nouvelle rupture de promesse autrement que par le triomphe de l'idéologie conservatrice sur le bon jugement des Canadiens?

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Monsieur le Président, si le chef du NPD s'intéressait au bien-être d'Air Canada, de ses employés et des gens qu'elle sert, il accorderait beaucoup plus d'attention au genre de mesures qui sont présentées aujourd'hui et beaucoup moins aux sondages d'opinion. Il devrait arrêter de se fier aux sondages et s'intéresser plutôt aux questions importantes.

Des voix: Bravo!

M. Mulroney: En ce qui concerne . . .

M. Riis: Déclenchez des élections.

M. Mulroney: En ce qui concerne . . .

Des voix: Oh, oh!

M. Broadbent: Je n'entends pas ce qu'il dit.

M. McDermid: N'oubliez pas Imperial Oil, Ed.

M. le Président: Le très honorable premier ministre.

M. Mulroney: Je demanderais à mon collègue de lire un article publié le 16 janvier 1985 dans la *Gazette*, qui dit ceci:

«Le premier ministre Brian Mulroney a dit lundi, à Montréal, qu'Air Canada n'était pas à vendre, mais n'a pas écarté la possibilité de céder un intérêt minoritaire. Un groupe d'employés d'Air Canada seraient intéressés à acheter jusqu'à 40 p. 100 des actions de la société.»

Cela a été dit en anglais et en français, en présence d'un Canadien distingué, comme l'article le précise, M. Louis Labege.

Je crois que mon collègue sera d'accord avec moi pour dire que ce qui s'est passé aujourd'hui est tout à fait conforme à ce que j'ai dit en janvier 1985 et est très . . .

Des voix: Non, non.

M. Mulroney: Le NPD pense peut-être que le monde n'évolue pas, mais c'est faux, et il y a des besoins à satisfaire pour préparer l'avenir. Nous allons justement les satisfaire, au nom de tous les Canadiens, afin qu'Air Canada devienne une société meilleure et plus solide.

Des voix: Bravo!

LA VENTE D' ACTIONS

L'hon. Edward Broadbent (Oshawa): Monsieur le Président, ma question supplémentaire s'adresse au premier ministre. Que le premier ministre sache que je vérifie toujours ses paroles immortelles avant de me présenter à la période des questions. J'ai lu ses paroles au sujet de la vente d'une part minoritaire des actions, mais je lui demande pourquoi il induit ainsi en erreur la population du Canada?

Dans sa déclaration d'aujourd'hui et au cours de la période des questions, le vice-premier ministre a précisé que le gouvernement n'avait pas simplement l'intention de vendre une part minoritaire des actions, mais qu'il prévoyait vendre un jour toutes les actions d'Air Canada.

Puisqu'en 1985, le premier ministre ne parlait que d'une part minoritaire des actions, pourquoi les conservateurs ont-ils complètement changé d'idée et s'engagent-ils maintenant à vendre toutes les actions d'Air Canada? Voilà le noeud du problème.

L'hon. Don Mazankowski (vice-premier ministre et président du Conseil privé): Monsieur le Président, je sais . . .

M. Broadbent: Que se passe-t-il? Pourquoi ne répondez-vous pas Brian?

M. Mazankowski: Le chef du Nouveau Parti démocratique devrait se calmer un peu. Il se met toujours en colère lorsqu'il pose des questions.

M. Broadbent: C'est que nous voulons connaître la vérité.

M. Riis: Nous aimons la vérité.

M. Mazankowski: Cela ternit un peu son image.